

HAUTES-ALPES | FDSEA et JA ont expliqué aux parlementaires et à la préfète du département leurs inquiétudes

Agriculture : les exploitants se sentent menacés de toute part

Fèvre charbonneuse, attaques de loups, feu bactérien et surtout la suppression de l'exonération Travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi (Tode). Le planning était chargé, vendredi, pour la rentrée syndicale de la FDSEA des Hautes-Alpes, qui s'est déroulée à La Saulce en présence des parlementaires et de la préfète des Hautes-Alpes.

Fin du Tode : « c'est la mort du verger français »

La suppression de l'exonération Tode, "gros morceau" de cette réunion, a rapidement déchaîné les passions chez les agriculteurs. « Si ça disparaît, chaque saisonnier me reviendra à 200 € supplémentaires environ. Ça représente au total 10 000 euros sur la récolte. C'est simple : si c'est appliqué, je ferme en fin de saison prochaine », a posé dès le début des discussions Thierry Pletan, l'arboriculteur qui accueillait la réunion sur son exploitation. « La suppression du Tode va augmenter les coûts de production pour les arboriculteurs de 6 à 7 % environ, alors qu'aujourd'hui les marges sont d'à peine 2 à 3 %. En clair, c'est l'arrêt de mort du verger Français », renchérit Josselin Saint-Raymond, le directeur de l'Association nationale pommes-poires. Avant de souligner que 935 000 emplois CDD sont aidés par le Tode chaque année.

« Cette mesure est très mauvaise pour les arboriculteurs



La sénatrice, les deux députés et la préfète des Hautes-Alpes ont écouté les craintes des agriculteurs. Photo Le DL/Noé PHILIPPOT

et les maraîchers si elle n'est pas accompagnée de compensations », a reconnu le député Joël Giraud. Parlant d'une « situation inacceptable », le député s'est engagé à « rétablir par amendement le dispositif Tode » si aucune solution alternative n'était mise en place.

Fin de l'épisode de fièvre charbonneuse

Au sujet de la fièvre charbonneuse, les discussions ont porté en particulier sur l'indemnisation des agriculteurs. « Aujourd'hui, le problème pour les éleveurs ce sont les finances. Toutes les pertes ne seront pas prises en charges et

la "mauvaise publicité" due à l'épizootie a fait chuter le prix de la viande venant des Hautes-Alpes », souligne Sandrine Hauser, qui siège au conseil d'administration du Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental, chargé d'indemniser les éleveurs. « Il faut redorer l'image des Hautes-Alpes », a-t-elle martelé. Un point de vue partagé par la préfète, Cécile Bigot-Dekeyzer, qui assure que la maladie n'a eu « aucun impact sur la qualité de la viande, du lait et des bêtes vivantes ». Avant de terminer sur une note positive : « le dernier cas de fièvre charbonneuse remonte au 27 août. Ce lundi, nous serons

donc au à six semaines complètes sans nouveau cas, ce qui veut dire que l'épizootie est officiellement terminée ».

Dialogue de sourd sur le loup

Les esprits se sont également échauffés au sujet des nombreuses attaques de loups ces dernières semaines. « C'est devenu une calamité, il y a des attaques tous les jours », s'est désolé le président de la FDSEA, René Laurens. Sans obtenir plus de concession que la promesse d'une remise à plat du plan loup de la part des députés et de la préfète. « Le problème ce n'est pas le nombre de loups tués, c'est

qu'il n'y ai plus d'attaque », a conclu, désabusé, le président de la chambre d'agriculture Pierre-Yves Motte.

Dernier sujet de préoccupation, le feu bactérien, maladie qui ravage les verges du val de la Durance. Les arboriculteurs ont notamment regretté que leur seul moyen d'action soit l'arrachage des arbres touchés, avant de réclamer de pouvoir utiliser le "Bion", un simulateur des défenses naturelles des plantes. Une dérogation qui leur a été refusée une première fois. « Le fait que cela vous a été refusé m'interpelle. Je vais creuser et faire remonter l'information », a assuré la préfète.

Noé PHILIPPOT